

POPULISTES, EXTRÉMISTES ET ULTRAS : UNE RELECTURE DE POLITICAL MAN

Daniel-Louis Seiler

De Boeck Université | *Revue internationale de politique comparée*

2008/3 - Vol. 15
pages 411 à 443

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2008-3-page-411.htm>

Pour citer cet article :

Seiler Daniel-Louis, « Populistes, extrémistes et ultras : une relecture de Political Man »,
Revue internationale de politique comparée, 2008/3 Vol. 15, p. 411-443. DOI : 10.3917/ripc.153.0411

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POPULISTES, EXTRÉMISTES ET ULTRAS : UNE RELECTURE DE *POLITICAL MAN*

Daniel-Louis SEILER

*Cleavage – where it is legitimate – contributes to the integration
of societies and organisations*
S.M. Lipset¹

À partir d'une relecture actualisée des deux éditions de *Political Man* il s'agit d'évaluer la pertinence des outils conceptuels, théoriques et empiriques proposés par Lipset. Singulièrement les notions « d'extrême-droite » ou de « populisme » qui font l'objet d'un « conceptual stretching » forcé sont utilement précisées. On retiendra le concept fécond « d'extrême-centre », forgé pour le cas fasciste et qui permet des emplois plus contemporains, celui de « Backlash » susceptible d'amples développements ainsi que sa présentation triadique des forces politiques qui est un solide antidote aux délires quantophrènes des sectateurs du continuum gauche-droite. Si ses propos sur les écologistes ou la « droite religieuse » américaine peuvent paraître aujourd'hui prédictifs, Lipset s'est totalement mépris quant à la nature du « Phénomène gaulliste » et n'a rien compris à la démocratie chrétienne ni, en général, au catholicisme politique.

La mort d'un maître, de l'une de ses références nourrie depuis les, déjà lointaines, « années d'apprentissage », impose au chercheur un retour sur sa démarche, sur ses propres travaux. Seymour Martin Lipset est, avec Stein Rokkan, Claude Lévi-Strauss, dans une mesure nettement moindre, Maurice Duverger, l'auteur qui nous a le plus profondément marqué. C'est avec Lipset et la lecture de *Political Man*² que nous découvrîmes, encore étudiant, la science politique américaine. D'autant plus que *L'Homme et la politique* fut l'un des rares ouvrages politologiques étasuniens à bénéficier d'une traduction française de qualité, introduite par une présentation passionnante due au talent de Jean-Marie Domenach³. Ce fut d'ailleurs notre premier achat de livres

-
1. LIPSET S.M., *Political Man*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1981, 2^e éd. argumentée, p. 1.
 2. LIPSET S.M., *Political Man*, New York, Darbleday and Co, 1960, 1^{re} édition.
 3. LIPSET S.M., *L'Homme et la politique*, Paris, Seuil, 1962, traduction de Guy et Gérard Durand.

dans la discipline qui deviendrait la nôtre. Un achat alors bien lourd pour la bourse d'un étudiant, même du temps des *Golden Sixties* mais le jeu en valait la chandelle : comparée à l'œuvre de Lipset que la production politologique française paraissait corsetée, juridique et provinciale ! C'est d'ailleurs, en travaillant sur les écrits de Lipset et ceux de Robert Dahl que, jeune thésard, je fis la connaissance de l'œuvre d'un politiste et sociologue norvégien du nom de Stein Rokkan⁴.

Trois caractères marquants de *L'Homme et la politique* séduisaient intellectuellement car ils aboliraient une série de faux dilemmes qui obéraient la science politique du début des années 1960, tant la nord-américaine que la française : les rapports théorie/empirie, conflits/intégration et science sociale « bourgeoisie »/marxisme. Affichant et appliquant son cadre théorique, Lipset montrait également son grand savoir faire lorsqu'il s'agissait de traiter les données empiriques quantitatives tant celles fournies par des enquêtes de comportement politique que celles issues des résultats électoraux et des statistiques économiques portant sur des territoires (écologiques). Il comblait ainsi le fossé qui tend toujours à exister entre « sociologie essayiste » d'une part et sociologie empirique de l'autre. Ensuite (dans un contexte où s'opposaient sociologies politiques du conflit, souvent d'origines européennes, marxistes ou non-marxistes comme celles inspirées par Carl Schmitt d'un côté et sociologies politiques de l'équilibre parfois irénique qui commençaient à faire fureur aux États-Unis que ce fût dans la lignée du systémisme de Parsons ou dans celle de la théorie pluraliste dont Robert Dahl recueillait l'héritage) Seymour Martin Lipset soulignait le lien dialectique unissant, dans l'espace démocratique, clivages et intégration. Ainsi il n'hésita point à cosigner avec Rokkan, le chapitre théorique et comparatif de leur ouvrage, texte qui, non content de définir le parti politique « comme agent du conflit et instrument de son interprétation », utilisait en le subvertissant le paradigme A-G-I-L de Talcot Parsons⁵. Même si, comme nous le confia en privé en 1985 Hans Daalder, « Marty Lipset did'nt write a single line of this chapter », le fait qu'il en assumât la paternité putative, en dit long sur son ouverture théorique. Enfin, s'inscrivant sans états d'âme, dans l'option marxiste mais définie comme un marxisme apolitique, Lipset montrait qu'on pouvait considérer et traiter l'œuvre de Karl Marx de la même façon que celle des autres pères-fondateurs des sciences sociales comme Durkheim, Weber en Pareto. Et ce dans un usage empirique et concret entièrement tourné vers l'analyse et la connaissance. Après tout Marx était un sociologue comme les autres, point n'était nécessaire d'adhérer à son eschatologie, d'adopter le matérialisme plat de sa philosophie ou le simplisme de sa théologie pour recourir à la batterie d'outils

4. Tous deux codirigèrent l'ouvrage fondateur de la sociologie historique des partis : LIPSET S.M. et ROKKAN S., *Party Systems and Voters Alignments*, New York, Free Press, 1967.

5. *Ibidem*.

théoriques et méthodologiques qu'il forgea mais en sachant en prendre et en laisser. Cela tranchait et contrastait dans un contexte sociologique ouest-européen dichotomisé entre « sciences révolutionnaires » d'une part régentées par le rôle pontifical joué par le Parti communiste et la « science bourgeoise » qui révérait les modèles inventés outre-Atlantique⁶.

Dans cette perspective d'un marxisme apolitique aujourd'hui intégré, en politique comparée, à l'approche structuro-configurative, nous voudrions revisiter *Political Man* dans un domaine qu'il contribua à éclairer : le fascisme et les extrémismes dits de droite. On verra ainsi comment Lipset, pris dans la tourmente post-matérialiste et « *new politics* », donna l'impression de douter en infléchissant ses thèses initiales alors que la fin du siècle dernier et la première décennie du XXI^e siècle valident ses conclusions de 1960. Pour ce faire, nous nous baserons sur *Political Man* – version anglaise du *Zôê Politikon* d'Aristote – dans sa traduction française parue au Seuil dans la collection « Esprit » – et sur la seconde édition augmentée de passionnants ajouts ainsi que sur la contribution de Lipset aux mélanges publiés en l'honneur de Stein Rokkan ; un chapitre très riche qu'il consacra aux révoltes contre la modernité⁷.

Démocrates et Totalitaires

« Pour la droite comme pour la gauche, le problème qui présente à l'heure actuelle le plus d'intérêt est celui des positions antagonistes de la démocratie politique et du totalitarisme »⁸. Lipset écrivit ces lignes à la fin des années 1950 et fait, à cet égard, un retour critique sur les autoritarismes et totalitarismes de l'Entre-deux-guerres ; autoritarismes et totalitarismes qu'il se garde bien de confondre : à ses yeux il s'agit de deux concepts distincts. Sa culture, ses origines ethniques et la conjoncture politique de l'époque expliquent la clairvoyance d'un politiste que ses convictions politiques de gauche n'aveuglaient pas. Bien sûr Raymond Aron, en sa qualité d'intellectuel français, avait à l'époque beaucoup plus de mérite que son collègue américain car il ramait à contre-courant, en butte à l'hostilité des milieux « germano-pratins »... Qui ne se souvient du fameux : « mieux vaut avoir tort avec Sartre que raison avec Raymond Aron ! ».

Lipset rédigeait son ouvrage au moment où ce dernier dispensait son célèbre cycle de cours à la Sorbonne consacré à la sociologie des sociétés indus-

6. Dans la France des années 1950, un grand sociologue comme Georges Gurvitch avait refusé cette barrière sectaire mais à l'époque que nous décrivons sommairement il était déjà entré dans les purgatoires dont il n'est pas toujours sorti.

7. Cf. note 1 et LIPSET S.M., « The Revolt against Modernity », in TORSVIK P., ed., *Mobilization, Center-periphery Structures and Nation-Building*, Oslo, Universitetsforlaget, 1981, p. 451-500.

8. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1962, p. 246.

rielles et qui, s'inspirant que peu de la démarche instancielle chère au marxisme, traitait, en trois fois dix-huit leçons, du concept de société industrielle d'abord, de la lutte de classes ensuite et de la démocratie et du totalitarisme enfin. Soit de l'économique, du social et des régimes politiques⁹. Le politiste américain connaissait l'œuvre du sociologue français, qu'il utilise d'ailleurs dans les pages qu'il consacre aux intellectuels, mais il n'a pas eu vent des cours dont le parallèle avec *L'homme et la politique* est frappant : une proximité d'analyse politologique qui s'impose par-delà le marxisme de l'un et le cadre wébérien de l'autre.

Cependant Lipset n'essentialise pas l'opposition entre démocrates et totalitaires : celle-ci vient diviser des conflits antérieurs et jamais l'auteur ne fait fi du poids des traditions électorales et partisans. Puisque le totalitarisme crée un problème pour la gauche, la droite et, on le verra pour le centre, il importe, au préalable, de définir ces termes qui désignaient des camps en présence. On pourra ainsi d'attacher, après cette clarification, à l'investigation de la galaxie des extrémismes politiques.

Droite, gauche et centre

Dès lors qu'on évoque l'extrême-droite ou l'extrême-gauche et même si d'aucuns, soucieux d'euphémisation, préfèrent distinguer la droite-extrême de l'extrême-droite, on parle en réalité d'une « droite » ou d'une « gauche » qui poussent les conceptions de leurs camps respectifs à un paroxysme tel qu'elles en viennent à refuser le conflit inhérent à toute société pluraliste au profit d'une harmonie sociale qu'elle croit à retrouver dans un passé nimbé aux couleurs de l'« Age d'or » ou, au contraire, à construire dans la vision eschatologique d'un avenir radieux, de « lendemains qui chantent... » de « société sans classes » qui succédera inéluctablement au « grand soir ». Luther déjà évoquait, en bon augustinien, ceux qui veulent que ce soit sur la Terre comme au Ciel et nient ainsi l'incomplétude de l'Homme. Ce sont autant de fanatiques, clamait le grand réformateur allemand au sujet de Thomas Münzer et de ses anabaptistes, acteurs de cette « guerre des paysans » qui fascina le jeune Marx. À cet égard, on ne pourra que souscrire à la position de Lipset qui range l'inventeur de la lutte des classes au nombre des théoriciens de l'harmonie et lui oppose Tocqueville qui, à partir de la même reconnaissance des luttes d'intérêts fait de leur équilibre, grâce à la séparation des pouvoirs, la condition de toute démocratie, là où Marx ne voit que la domination d'une classe sur l'autre. Seule la société sans classes assurera l'harmonie¹⁰. Corriger Marx

9. Les leçons firent l'objet de trois ouvrages publiés – en poche – chez Gallimard. À notre connaissance seul le troisième – *Démocratie et Totalitarisme* – a été réédité dans la collection « folio ».

10. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1062, p. 36-40.

au moyen de l'œuvre de Tocqueville, voilà un second point où Lipset se rapproche à nouveau de Raymond Aron.

Mais qu'entendait le Lipset de *Political Man* par droite et gauche, vocables dont la polysémie se déroule comme un long ruban depuis deux siècles et se déroule encore sous nos yeux ? Il en reconnaît la réalité : « démocratie contre monarchie, liberté du marché contre mesures traditionnelles de contrôle, libre-pensée contre cléricanisme, réforme agraire contre régime des grandes propriétés ou exploitation des campagnes au profit des centres urbains, réformisme social contre doctrine du « laisser faire », contre socialisme, capitalisme ¹¹. Pour l'auteur, il s'agit d'autant de confrontations sur des enjeux et le « fait qu'un des grands partis adoptait une position de gauche sur l'un des grands problèmes ne l'empêchait pas toujours d'adopter une position de sens contraire sur un tout autre point, et le centre s'est lui-même manifesté pour défendre ses propres positions à l'encontre des partis de gauche ou de droite » ¹². On retrouve là une conception qui s'apparente à celle de Maurice Duverger qui voit dans la « superposition des dualismes une tendance ou multipartisme qui vient contrarier le « dualisme naturel des oppositions politiques » ¹³. Une conception qui va être largement développée avec Stein Rokkan dans le paradigme de l'entrecroisement des clivages politiques. Cependant, Lipset se démarque totalement de Duverger quant à l'existence d'un centre qui défend « ses propres positions à l'encontre » de la droite et de la gauche alors que ce dernier ne voit dans le centre que cet « éternel marais » qu'il préconise d'assécher grâce au scrutin majoritaire à un tour.

En fait, et nous souscrivons entièrement à cette conception, les partis politiques, défendent des intérêts sociaux par-delà la contingence des idées. Gauche, droite et centre « correspondent à des types de revendication et à des bases sociales différentes » ¹⁴. En clair et dans « toutes les démocraties modernes, les partis politiques sont chargés d'exprimer une situation de conflit entre les différents groupes donnant ainsi à la lutte des classes sa forme démocratique » ¹⁵. Ainsi la gauche représente les prolétaires, les travailleurs, les défavorisés, les pauvres en bref ceux qui ne possèdent pas tandis que la droite défend les industriels, les patrons, les propriétaires fonciers, les riches, le centre assurant la représentation des classes moyennes. C'est le clivage Possédants/Travailleurs dominant dans tout le monde occidental, le plus souvent à travers des coalitions gouvernementales sauf aux Pays-Basque espagnol.

11. *Ibidem*, p. 246.

12. *Ibidem*.

13. DUVERGER M., *Les partis politiques*, Paris, Seuil/Points, 1981 (1^{ère} 1951) et « L'éternel marais : essai sur le centrisme français », *RFSP*, vol. XIV, n°1, 1964.

14. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1962, p. 148.

15. *Ibidem*, p. 243.

Le problème de Lipset et il lui vaudra un infléchissement fâcheux de sa théorie, est que, en bon libéral américain, il maîtrise mal le concept de « classe sociale » dont l'évidente polysémie fut mise en lumière dès Gurvitch et Raymond Aron¹⁶. De fait, *L'Homme et la politique* mêle classes sociales, niveaux de revenus avec la CSP inventée par l'INSEE et chère au cœur de tous les sondeurs. Pour Adam Smith, dont Marx reprend l'analyse en l'intégrant dans une perspective dialectique, les classes sociales sont des catégories fondées sur la position qu'elles occupent dans le système de production et d'échange des biens et services ; une position qui se traduit par la nature de leur rétribution. Ainsi la noblesse foncière, propriétaire de la terre est rétribuée par la rente, la bourgeoisie, propriétaire du capital est rétribuée par le profit tandis que le prolétariat, propriétaire de sa force de travail est rétribué par un salaire. Quant à la classe moyenne, elle n'existe pas comme classe unique et c'est de *classes moyennes* au pluriel qu'il faut parler. Il s'agit en l'occurrence de tous les indépendants ; c'est-à-dire tous ceux qui gèrent un capital tout en travaillant avec l'aide éventuelle de quelques salariés : les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les professions libérales. Marx ajoute à la classification d'Adam Smith, une catégorie supplémentaire, les pauvres qui ne travaillent pas et vivent d'expédients et de mendicité, les désocialisés, c'est le *Lumpen proletariat*, les sous-prolétaires, le quart-monde des exclus ainsi que les marginaux vivant de trafics parfois rentables, les arsouilles, la canaille, les apaches du XIX^e siècle. Une classe dont ni Marx ni Lipset n'imaginaient qu'elle pût connaître un avenir aussi important que celui qui est le sien...

Pour Lipset, les libéraux allemands sous la République de Weimar ou les libéraux historiques constituent la centre car représentant les classes moyennes. En fait, si ces dernières drainaient un électorat venu des rangs de celles-ci, ils bénéficieraient également du soutien des secteurs protestants ou anticléricaux de la bourgeoisie capitaliste. Inversement, les catholiques pratiquants issus de ces mêmes secteurs apportaient leurs suffrages au parti catholique et pas seulement les paysans, d'ordinaire très religieux, dont la petite minorité anticléricale votait libéral. Ce que Lipset relevait chez les ouvriers catholiques valait également pour les classes moyennes urbaines. En fait, un concept manque à la batterie analytique de Lipset : celui de « parti interclassiste » forgé en Italie par les intellectuels gramsciens du PC et repris par de nombreux politistes transalpins. À cela s'ajoute, comme c'est fréquent, une ignorance tant des données factuelles relatives aux systèmes de partis concernés que de l'histoire, singulièrement lorsqu'il s'agit de « petits » pays. Ainsi constate-t-on, chez l'auteur, à la fois une totale méconnaissance du phénomène démocrate-chrétien et une lecture plutôt francocentrique des libéralismes belge et néerlandais.

16. ARON R., *op. cit.*, et GURVITCH G., *Études sur les classes sociales*, Paris, Gonthier.

En premier lieu, lorsqu'il évoque l'effet perturbateur que l'appartenance religieuse exerce sur le vote ouvrier détourné en faveur de la classe dominante, en se portant sur les partis conservateurs, il étend aux cas de l'Allemagne de Weimar, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas – pour ne pas évoquer la Suisse qu'il ne cite pas – des considérations valables pour le cas français. Et encore, fait-il l'impasse sur la tentative d'une démocratie chrétienne minoritaire pour offrir aux Catholiques une autre issue électorale que le vote pour la droite conservatrice ainsi que sur le rôle joué par les démocrates chrétiens au sein de la Résistance où ils apparaissent comme la force politique la mieux organisée après le PC. Contrairement aux travailleurs qui apportent leurs suffrages aux *Tories* ou à la droite française, les secteurs populaires démocrates-chrétiens étaient également des militants, des élus, souvent syndicalistes et organisés ; c'est-à-dire dotés d'une conscience de classe dans l'acception marxiste du terme¹⁷. Lipset ne va pas au-delà de la reconnaissance d'une certaine sympathie des ouvriers catholiques pratiquants au siècle dernier envers certaines thèses de la social-démocratie. Alors qu'il se réfère souvent et fort bien à la République de Weimar, il oublie le seul et dernier mole de résistance aux nazis que fut le *Land* de Prusse dirigé par une coalition gouvernementale SPD-*Zentrum* et, au sein de celui-ci le rôle du leader démocrate-chrétien Stegerwald qui fut déporté. Contrairement à ce que pensait Lipset, dans l'Allemagne d'avant 1933, le centre était bel et bien constitué par le *Zentrum* catholique et non par les libéraux du DVP de Stresemann ; on lui laissera volontiers les radicaux du DDP car, en ce temps-là, le centrisme allemand était multiple. Les mêmes analyses valent pour la *Democrazia Cristiana* en Italie dont le fondateur avant-guerre, don Sturzo, compta au nombre des antifascistes de la première heure et qui se constitua, comme telle dans la Résistance. La lecture des marxistes italiens de l'époque aurait dû éclairer le comparatiste américain. Par exemple Palmiro Togliatti, disciple de Gramsci et secrétaire général du PCI durant la Résistance et jusqu'à sa mort en 1964, considérait que la DC possédait deux âmes, l'une réactionnaire et l'autre populaire et progressiste. L'analyse de l'homme d'État italien se révèle totalement prédictive : jadis liée comme des sœurs siamoises, « les deux âmes » se sont désormais séparée la première, l'UDC (démocrates du centre) se rallia à Silvio Berlusconi dans la « Maison des libertés » tandis que la seconde a rejoint les héritiers de Togliatti pour former le Parti démocrate¹⁸.

17. C'est la conclusion qu'on peut tirer de l'analyse de deux marxistes, membres du Parti communiste de Belgique à l'époque où tant le PC que la démocratie chrétienne jouaient encore un rôle essentiel sur la scène politique occidentale : JOYE P. et LEWIN R., *L'Église et le mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles, Société populaire d'édition, 1967.

18. L'idée de « compromis historique » proposée par Enrico Berlinguer découle directement de cette analyse et, à la lumière des réflexions des gramsciens du PC d'une part et des « dossetistes » de la gauche démocrate-chrétienne menées dans l'Après-guerre, l'apparition du Parti démocrate du XXI^e paraît naturelle. Sur « la crise des deux grands partis italiens, cf. IGNAZI P., *Se Potere dei partiti*, Rome, Laterza, 2002.

Seymour Martin Lipset fait donc l'impasse sur le *distingo* que le marxisme gramscien opère entre le front de classe et front inter classiste. Or cette conception sous-tend la notion, chère à Gramsci, de bloc historique dont, dès la fin des années 1960, Enrico Berlinguer, fit la clef de voûte de son idée de « compromis historique ». Non seulement, notre tenant d'un « marxisme apolitique » ignore – contrairement à Perry Anderson ou à Immanuel Wallerstein – la richesse analytique que recelait *in illo tempore* le marxisme italien fort utile pour la construction d'une démarche sociologique mais encore enferma-t-il son chapitre « Apolitical Marxism » dans une lecture sociologisante de l'œuvre de Marx et Engels. On le regrettera d'autant plus qu'une prise en compte de la contribution des secteurs les plus vivants et les plus inventifs du « Marxisme occidental » aurait pu prémunir Lipset contre la séduction qu'exercèrent sur lui les sirènes de la *New Politics*.

En second lieu, sa conception électorale de l'identité partisane, singulièrement quand il s'agit de classes moyennes, jointe à sa bonne connaissance mais trop exclusive du cas français, l'amène à se méprendre sur le concept du Parti libéral. Le libéralisme partisan repose sur une triple adhésion : le respect des libertés fondamentales à commencer par la liberté de conscience qui repose sur la séparation de l'Église et de l'État, la démocratie politique qui se traduit dans le régime représentatif ainsi que le libéralisme économique qui exige principalement le libre échange et la non intervention de la puissance publique dans l'économie, c'est-à-dire « l'État gendarme ». Or les radicaux, médiateurs des classes moyennes, et les républicains de Gambetta, Jules Ferry et Jules Grévy, dont ils formèrent « l'aile avancée », les tenants de la « République absolue » – pour reprendre le titre du bel ouvrage de Claude Nicolet – ne se caractérisent pas par un amour immodéré de la liberté, en matière religieuse leur souci premier étant « d'écraser l'infâme », ils s'accommodaient parfaitement du Concordat napoléonien qui, entre leurs mains, devint le moyen de contrôler l'épiscopat et de brimer le clergé¹⁹. La loi sur les congrégations contrevenait à la plus élémentaire liberté des cultes et serait aujourd'hui condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme. Quant à la loi de séparation de 1905, elle ne devint la grande loi de la liberté qu'elle est aujourd'hui que grâce à l'action de Jaurès et au travail du rapporteur Aristide Briand qui infléchirent très considérablement le projet d'Émile Combes. On constate le même contraste saisissant en matière économique où républicains et radicaux penchaient fortement en faveur du protectionnisme. Le même constat vaut pour le Parti libéral en Belgique qui, dans le dernier tiers du XIX^e siècle avec Frère-Orban et Van Humbeek est le parti de la bourgeoi-

19. BOUTRY P., « La gauche et la religion », in BECKER J.J. et CANDAR G., (dir.), *Histoire des Gauches en France*, (Tome 1), *L'héritage du XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004. Ce fut la loi de 1901 appliquée aux congrégations religieuses qui fut particulièrement liberticide. Cf. LALOUETTE J. et MACHELON P., *1901 : les congrégations hors la loi ?*, Paris, Letouzey et Ané, 2002 et MACHELON J.P., *La République contre les libertés ? Les restrictions aux libertés de 1879 à 1914*, Paris, FNSP, 1976.

sie voltairienne qui ne se distingue idéologiquement des radicaux français que par son attachement à la monarchie.

En France, le libéralisme connut un échec en se brisant sur le lourd écueil de l'intolérance néo-jacobine et colbertiste. Alexis de Tocqueville demeura donc sous postérité, sinon des individualités comme Denys Cochin ou des courants intellectuels comme un Georges Goyau et la revue *Le Correspondant* qui se situent dans les rangs de la droite modérée et non au centre²⁰. En Allemagne, ce ne fut pas « toute l'étendue de la question religieuse » qui boucha l'horizon du libéralisme mais bien la question nationale et l'Allemagne et l'Autriche connurent le national-libéralisme ; un courant auquel se rattacha le radicalisme suisse, également intolérant et attaché au protestantisme d'État. En revanche, à côté des radicaux helvétiques, on trouve un Parti libéral – à Bâle, Genève, Neuchâtel et Vaud – proche du protestantisme des Églises libres et tolérant selon le modèle britannique, scandinave et néerlandais. Leur volonté de séparation de l'Église et de l'État n'était empreinte d'aucune animosité à l'encontre des diverses confessions religieuses et leur valut le soutien, non seulement des incroyants mais surtout des membres des religions minoritaires. En Grande-Bretagne, ce sont les libéraux qui émancipèrent les Catholiques puis instaurèrent une véritable liberté religieuse. En Norvège, le Parti chrétien du peuple constitue une dissidence du parti libéral tandis qu'aux Pays-Bas, l'importante minorité catholique ne retira son appui au Parti libéral que face à la nécessité d'encadrer les ouvriers catholiques afin de les dissuader de voter en faveur de la social-démocratie. Pour ce faire, créer un parti confessionnel ouvert au syndicalisme semblait plus approprié qu'une formation libérale par trop bourgeoise et détachée du discours clérical, ne pouvant offrir que le respect des convictions de chacun : insuffisant au XIX^e siècle²¹.

En définitive, dans l'éventail des classes moyennes, seuls les paysans furent en mesure d'engendrer une force politique capable de porter leurs revendications et d'exprimer leurs valeurs. Ce fut le populisme, apparu aux États-Unis et dont Seymour Martin Lipset nous laissa une analyse superbe, encore indépassée et dont tous les politistes qui usent et abusent aujourd'hui du vocable « populisme » devraient s'imprégner. Quant aux classes moyennes urbaines – commerçants, artisans, professions libérales – elles soutinrent effectivement les libéraux mais uniquement dans les pays protestants. Dans les pays catholiques ainsi que dans les régions catholiques de l'Allemagne impériale et de la République de Weimar, elles se révélèrent particulièrement vulnérables au virus des disputations entre intolérances cléricales et anticléricales. Dès lors, elles ne connurent une expression partisane spécifique que sur

20. JAUME L., *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

21. SEILER D. L., « Le paradoxe libéral », in DELWIT P., *Libéralisme et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2002.

le mode paroxystique et là encore Lipset nous livra une interprétation magistrale du phénomène.

***Extrémismes de gauche, de droite et du centre :
autoritarismes et totalitarismes***

L'originalité de Lipset est de distinguer radicalement l'espace ou le spectre démocratique d'un côté de l'espace dictatorial de l'autre. Une fois posés ses concepts de gauche, de droite et de centre, ramenés à des critères de classes sociales, il montre comment chacun d'entre eux trouve sa correspondance dans l'univers des totalitarismes et des autoritarismes. Ainsi, au lieu de disposer naïvement les partis le long d'une dimension, d'un axe unique, le comparatiste américain, localise deux vecteurs dans des plans parallèles, comme indiqués ci-dessous :

Démocrates	gauche	centre	droite
Anti-démocrates	extrême	extrême-	extrême-
	gauche	centre	droite

Cette conclusion percutante – car Lipset n'hésita point à intituler son chapitre « fascisme de gauche, de droite et du centre » – repose sur une analyse fouillée du nazisme. Une analyse paradoxale, en ce sens qu'elle allie merveilleusement le vrai et le faux. Le vrai lorsqu'elle s'attache à la structure idéologique du nazisme envisagé en rapport avec le socialisme, le libéralisme et le conservatisme. Remarquons toutefois que Lipset voit dans le conservatisme, l'idéologie des classes supérieures là où, à juste titre, le marxisme et Maurice Duverger, en font l'expression des intérêts de la noblesse et des grands propriétaires fonciers, jadis dominants mais dépouillés de leurs privilèges par la bourgeoisie capitaliste. De même, voit-il dans le libéralisme l'idéologie des classes moyennes là où Duverger, fidèle en cela à Marx, fait du libéralisme l'idéologie de la bourgeoisie émergente puis dominante. De leur côté, vouées à disparaître, phagocytées entre bourgeoisie et prolétariat, les classes moyennes s'avèrent incapables de secréter d'autres visions idéologiques que celles d'un brumeux populisme. Là où Lipset marque un point c'est lorsqu'il les identifie dans la fonction de fourriers de tous les fascismes de tous les autoritarismes.

Cependant, lorsqu'il consent à négliger quelque peu les classes moyennes pour s'attacher avant tout à l'idéologie du NSDAP et du parti fasciste italien, Lipset identifie clairement la spécificité du fascisme eu égard à l'extrême-droite « classique ». En effet, écrit-il, l'idéologie « fasciste, qui s'oppose apparemment au libéralisme dans sa glorification de l'État, n'en reprend pas

moins les thèmes libéraux de la lutte contre les monopoles privés, contre la puissance des syndicats, contre la nationalisation des entreprises. Comme le libéralisme, on la voit s'opposer au respect des traditions, particulièrement sous leur forme religieuse. Dans l'Allemagne préhitlérienne et en Autriche [...] les partisans du nazisme étaient, par leur position sociale, beaucoup plus proches des libéraux que des conservateurs »²².

Un contraste saisissant apparaît lorsque l'on compare le fascisme d'une part avec ce que Lipset définit comme d'extrême-droite. En fait, le cléricofascisme autrichien, hongrois et portugais, le traditionalisme franquiste et, en général, les doctrines de la contre-révolution établies par de Maistre et longtemps perpétuées par la pensée de Maurras. Ces dernières oubliées par Lipset qui semble les ignorer ; mais que nous dit-il sur l'extrême droite ?

« On peut citer le hortysme en Hongrie, le parti chrétien-social de Dolfuss en Autriche, le *Stahlhelm* et quelques autres partis nationaux dans l'Allemagne préhitlérienne, les partisans de Salazar au Portugal, enfin les mouvements gaulliste et monarchiste antérieurs au 13 mai 1958 en France, et quelques autres mouvements en Italie. Les extrémistes de droite sont des conservateurs, on pas des révolutionnaires. Ils veulent changer les institutions politiques pour préserver ou restaurer l'économie et la culture, tandis que les extrémistes de gauche et du centre s'efforcent, en utilisant des moyens politiques, de réaliser une révolution culturelle et sociale. C'est un monarque, ou, en tenant lieu, un défenseur autorisé de la tradition, et nullement un chef totalitaire, que les extrémistes de droite revendiquent et considèrent comme leur idéal. Un grand nombre de ces mouvements – en Espagne, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne et en Italie – se sont montrés ouvertement monarchistes, et avec de Gaulle en France, la fonction présidentielle a revêtu les attributs et les privilèges de la monarchie. Il n'est pas surprenant que ceux qui soutiennent de tels mouvements ne soient pas centristes, mais proviennent en général de milieux plus riches – et ce qui importe plus au point de vue du nombre des adhérents, de tous les milieux qui gardent des convictions religieuses »²³.

Le fascisme se distingue donc clairement de l'extrême droite comme bien sûr, il s'oppose à l'extrême gauche que Lipset identifie au communisme mais pas uniquement : ce dernier ne possède pas le monopole de l'extrémisme de gauche. Aujourd'hui, en France du moins, on penserait d'emblée au trotskysme mais il ressortit à une variété de communisme. En revanche, le politiste américain élargit la perspective de façon à nous extraire de l'eurocentrisme. « Il est évident », écrit-il, « que les Communistes constituent un parti révolutionnaire opposé aux classes dirigeantes et s'appuyant sur le prolétariat. Il existe toutefois une autre forme d'extrémisme de gauche qui, tout aussi bien

22. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1962, p. 149.

23. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1962, p. 150.

que l'extrémisme de droite, est fort souvent qualifiée de fascisme. On le rencontre souvent dans les pays sous-développés, et le péronisme en est le meilleur exemple, elle a ses fondements parmi les couches prolétariennes et s'oppose aux classes moyennes et aux privilégiés »²⁴. On pourrait rapprocher les analyses de Lipset des conclusions tirées par Faye de son étude des langages totalitaires qui révèle que, au temps de la République de Weimar, des forces politiques, respectivement le « Front noir » des frères Strasser et les nationaux-bolcheviques se situaient entre les Nazis et l'extrême-gauche. La représentation graphique utilisée par Faye est intéressante car, aux axes il préfère les « camemberts », montrant ainsi que le vieil adage qui prétend que les « extrêmes se touchent », ne concerne pas que l'ordre des moyens – antidémocratiques – mais également celui des idéologies²⁵.

L'opposition dictature/démocratie, dont les deux pôles se déclinent chacun en droite, gauche et centre, propose aux comparatistes une grille d'analyse ô combien plus féconde que la perspective d'un continuum unique dont le simplisme réducteur consterne. Les concepts d'extrême-droite, d'extrême-gauche et d'extrême-centre clarifient sans simplifier à outrance. Ainsi, le communisme marxiste apparaît comme l'une des occurrences possibles de l'extrême-gauche mais d'autres existent : l'interprétation que S.M. Lipset nous propose pour le péronisme est bien plus éclairante que d'autres et, la fin du communisme montre que l'extrême-gauche peut se passer de Lénine. Le phénomène Chavez au Venezuela correspond et illustre que l'analyse effectuée, il y a près d'un demi-siècle, par l'auteur de *L'Homme et la politique*, permet de mieux cerner la question que le recours incantatoire au mot populisme, particulièrement victime de ce *conceptual stretching* souligné par Sartori. En outre, et même si Lipset fige quelque peu ses conclusions, il inscrit néanmoins son propos sous l'égide de l'intégration du conflit en clivage légitime : le péronisme s'est désormais intégré dans la société démocratique, mais constitue-t-il pour autant une gauche ? S'il a donné, à l'Argentine, M. et Mme Kichner, on se gardera d'oublier Carlos Menem, « *El Turco* », avec son ultralibéralisme ravageur. La notion d'extrême-droite entrant ainsi dans le discours des acteurs politiques : le Front national ou, en Autriche, le BZÖ de Haider et le FPÖ, le DF danois de Mme Kjaersgaard émergent à l'extrême-centre. Ils n'appartiennent pas aux classes dominantes et ne drainent pas le vote des privilégiés de la fortune, au contraire ils rassemblent « la boutique et l'atelier » et si d'aventure, ils bénéficient du soutien actif de l'extrême-droite, en l'occurrence les nostalgiques de la messe tridentine, les intégristes qui refusèrent Vatican II car ils n'avaient même pas accepté les principes de 1789, son impact demeure très marginal. Recouvrir, pour classer ces partis, à la catégorie fourre-tout de « populisme » débouche automatique-

24. *Ibidem*.

25. FAYE J.P., *Les langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972.

ment sur une euphémisation du phénomène²⁶. Les classer à l'extrême-centre ne fait certes pas *sexy* au regard de la polémique : ce concept ne possède aucune connotation politique, mais on s'en soucie comme de Colin Tampon lorsqu'on se situe dans le registre des sciences sociales...

Définissant, à raison – à notre sens – l'opposition entre droite et gauche comme la traduction partisane de la lutte des classes, Lipset se trompe lorsqu'il fait des « libéraux » français et allemands, les médiateurs des classes moyennes de la même façon que la social-démocratie assume cette fonction pour le prolétariat. Son concept de classes supérieures paraît pour le moins évanescents pour un marxiste et l'étude du conservatisme britannique durant la première moitié du XX^e siècle aurait dû le convaincre du fait que ladite classe moyenne constitue la masse de manœuvre de la droite classique. Dans la période de l'histoire de France (IV^e République) qu'il étudie, l'auteur ne relève pas le fait que de CNI de Duchet, Laniel et Pinay draine la majorité des suffrages des classes moyennes et les radicaux une minorité.

En définitive, les indépendants, c'est-à-dire les classes moyennes urbaines ne s'autonomisèrent qu'à travers l'extrême-centre, mais le fascisme est-il réductible à quelque poujadisme ou à quelque *qualum quismo* ?

La révolte des petits entrepreneurs, des commerçants et artisans, coincés entre la toute puissance de la grande entreprise et de la bourgeoisie capitaliste d'une part et de la montée en puissance du mouvement ouvrier et syndical de l'autre, constitue une condition nécessaire à l'émergence du fascisme en particulier et de l'extrême-centre en général. Elle en est une condition, nécessaire certes, mais pas suffisante. Si le catholicisme politique paraît impénétrable aux yeux de Lipset – sauf là où, au Royaume-Uni et aux USA, il ne revêt pas de forme partisane spécifique – il comprit à peine mieux le nationalisme dont il n'évalue l'importance que dans le Tiers-Monde. Le contresens qu'il commet à l'encontre du gaullisme nous semble aujourd'hui énorme : comme dans le cas de la démocratie-chrétienne – le MRP classé conservateur alors que les radicaux sont classés au centre – il fait l'impasse totale sur la Résistance, le succès des gaullistes auprès de nombreux radicaux (Chaban, Pisani, Edgar Faure), socialistes (Louis Vallon, Yvan Morandat puis André Philip), syndicalistes de la CGT comme André Lebrun, le fait qu'aux côtés de l'UNR de Soustelle et Chaban se fût constitué l'UDT de René Capitant et Louis Vallon. Il confond et amalgame allègrement les droites légitimistes et bonapartistes mises en lumière par René Rémond.

En plus d'être d'extrême-centre, nazis et fascistes sont aussi des manifestations d'une révolte fondée sur un malaise identitaire profond ; tel est également

26. C'est le grand reproche qu'on peut faire au livre, par ailleurs très bien documenté de Hans-Georg Betz, qui souvent pense l'euphémisation jusqu'à parler de « droite populiste extrême » ; ce dernier livre étant malheureusement mal traduit : l'anglais *Radical* devenant *radical*. BETZ H.G., *La droite populiste en Europe*, Paris, Autrement, 2004.

le cas pour le frontisme et les diverses formations xénophobes qui émaillent la vie politique de pays européens de plus en plus nombreux. Avec la publication, conjointement avec Stein Rokkan, de *Party Systems and Voters Alignments*, Seymour M. Lipset, rompit avec l'idée que droite, gauche et centre suffisaient à expliquer la multiplicité des partis. Elle souligna l'ouverture dont il témoignait à l'endroit des développements les plus récents de la politique comparée. Comme toute médaille a son revers, l'énorme curiosité intellectuelle dont faisait montre, celui qui restera comme l'un des plus grands politistes du XX^e siècle, le conduisit à amorcer une courbe rentrante en cédant un peu trop de terrain aux courants porteurs de la *New politics* voire aux « *postmods* ».

Les tentations de la modernité

Deux textes de Lipset alimentent notre réflexion sur les populismes et extrémismes, deux textes qui développent la même idée d'assimiler les ultracismes, les extrémismes et autres populismes à une catégorie générique de révolte contre la modernité, deux textes qui témoignent paradoxalement de la très grande culture de l'auteur comme, aussi, de sa volonté de distinguer le moins possible le cas américain d'une part des cas européens de l'autre – par exemple, l'amalgame sous le label de « gauche » du Parti démocrate américain avec la social-démocratie et le PC²⁷. Il s'agit des éléments réactualisant *Political Man* dans son édition de 1981 que Seymour Martin Lipset développa plus longuement dans une communication intitulée « *The Revolt against Modernity* » présenté lors d'un colloque portant sur l'opposition entre modernité et valeurs traditionnelles organisé par le « *Carnegie Center for Transnational Studies* » à Cold Spring Harbor dans l'État de New York en 1980 et repris dans les mélanges posthumes offerts à Stein Rokkan²⁸.

Vieilles lune et nouvelle vague

Fondamentalement la démarche de Lipset répondait à deux préoccupations. D'une part rendre compte et, le cas échéant, répliquer à des critiques qui furent avancées à l'encontre de son analyse du fascisme et mettre à jour le débat, jamais clos, de la nature et des causes du phénomène fasciste. D'autre part et dans un contexte scientifique marqué par le succès des thèses de Ron Inglehart que confortait l'émergence de l'écologie politique et des partis verts, le marxisme sociologique de Lipset se voyait interpellé²⁹. Comment

27. LIPSET S.M., in TORSVIK P., *op. cit.*, 1981, p. 472.

28. LIPSET S.M., cf. note 1 et *op. cit.*

29. Cf. INGLEHART R., *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1979 et INGLEHART R., *Culture Shift in Advanced Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

concilier son cadre théorique avec des phénomènes qui lui semblaient *in illo tempore non suspecto* totalement inédits. Sur ce point et, on n'y reviendra point car ce serait hors sujet, l'auteur ne perçut pas le caractère mixte ou, si l'on veut centriste, des Verts qui marient harmonieusement aspects progressistes et réactionnaires, naviguant ainsi dans le double sillage de Jean-Jacques Rousseau et du vicomte Louis de Bonald³⁰.

Sur la première préoccupation, Seymour M. Lipset tint bon sur ses positions ajoutant même un élément nouveau emprunté à Linz : le caractère *Catch All* des partis nazis et fascistes qui furent les premiers du genre. Que leur assimilation à la révolte contre la modernité réside dans leur base électorale – classes moyennes et déclassés – mais, que arrivées au pouvoir, ces formations politiques souscrivent à la modernité dès lors que celle-ci sert leur nationalisme : assurer la militarisation garante de la grandeur nationale. La confusion entre fascisme – extrême-centre, terme qu'il n'utilise hélas plus – vint du succès qu'il rencontra auprès de l'électorat d'extrême-droite mais pour Lipset nazis et fasciste combinent des valeurs de droite et de gauche. Nous ajouterons que Zeev Sternhell mit en lumière le fait que dans les sphères intellectuelles de l'Europe dans l'Entre-deux-guerres le fascisme connut un succès considérable auprès des modernistes et singulièrement des futuristes³¹. Le fascisme se voulait porteur d'une conception alternative de la modernité qui, balayant « la pourriture bourgeoise et ploutocrate » entendait remiser la démocratie au magasin des accessoires dépassés, rangée avec les rebus. Le « ni-droite ni-gauche » du fascisme mis en évidence par le politiste et historien israélien rejoint ainsi le concept novateur d'extrême-centre proposé par Lipset³². L'un comme l'autre contribuent à éclairer d'un jour nouveau l'ambiguïté et la complexité du phénomène fasciste qui s'enracine dans la droite mais également dans la gauche, ce qui permet de comprendre pourquoi des hommes issus du socialisme tel Mussolini, du travaillisme comme Oswald Mosley en Grande-Bretagne ou même du communisme comme Doriot créèrent ce mouvement et, par conséquent la séduction qu'il parvint à exercer sur des intellectuels de gauche et laïcs de la qualité d'un Marcel Déat ou, en Belgique, d'un Henri de Man qui pourtant demeure le plus grand penseur, du socialisme non marxiste du XX^e siècle.

À l'orée des années 1980, et c'est la seconde de ses préoccupations en matière de partis politiques, Seymour M. Lipset empoigna à bras le corps les théories de la société post-industrielle et singulièrement les thèses de Ronald Inglehart sur l'émergence du phénomène post-matérialiste. En fait, plus que

30. Michel Hastings évoque à leur sujet un discours hermaphrodite. Cf. HASTINGS M., « Le discours écologiste, un exemple d'hermaphrodisme idéologique », in BRECHOV P., (dir.), *Le discours politique en France*, Paris, La Documentation française, 1994, pp. 115-136.

31. STERNHELL Z. et al., *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.

32. STERNHELL Z., *Ni droite, ni gauche*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1987, nouvelle édition.

des conclusions fort justes au demeurant, de ce dernier la question se posait de l'évidence d'un clivage nouveau « matérialistes contre post-matérialistes » issu de la révolution technologique qui s'entrecroiserait, selon l'orientation des auteurs, soit avec le clivage gauche-droite, soit avec les quatre clivages que, en 1967, Rokkan proposa avec Lipset.

Les thèses de Ron Inglehart sont trop connues que pour être exposées et discutées ici. Nous avons, par ailleurs et à maintes reprises, montré qu'elles ne s'accordaient nullement ni avec l'idée de révolution – fût-elle silencieuse – ni davantage avec le concept de clivage défini par Rokkan³³. En revanche qu'il s'agissait d'un effet de socialisation déterminé par la conjoncture économique qui marque les « années d'apprentissage » des générations politiques et non d'une caractéristique structurale. Inglehart montre clairement que les générations socialisées du temps de la *Great Depression* et qui, en Europe, subirent la Guerre puis la reconstruction se caractérisaient par l'adhésion à des valeurs matérialistes et, partant, à une sensibilité presque exclusive à des *bread and butter issues* : hausse de salaires et volonté de posséder des biens matériels. Tandis que les générations socialisées durant les années de prospérité marquées par la société d'abondance et la quasi-disparition du chômage, celles qui accédèrent à la conscience politique au sein du cocon protecteur de l'État-providence, les générations des *Golden Sixties*, développèrent un ethos politique qu'Inglehart qualifia de post-matérialiste : sensibilité envers les enjeux de type écologique, esthétique ou moral. Prisonniers de leur commutateur binaire et victimes du syndrome du réverbère cher à Sorokin, les disciples d'Inglehart ne purent que constater la remontée des valeurs matérialistes dans les dernières décennies du XX^e siècle ou à abandonner les thèses de leur maître qui étaient pourtant justifiées dans leur domaine, à savoir la socialisation politique. Convaincus qu'il y avait une vie avant Gallup et nous fondant sur les doctrines partisans nous avons avancé la thèse d'un pré-matérialisme spiritualiste et rural – en fait le traditionalisme – antérieur au matérialisme. Conscients par ailleurs qu'en matière d'idéologies politiques, une lecture de l'histoire en termes dialectiques s'avère souvent la plus fructueuse, nous avons proposé d'insérer les systèmes de valeurs découverts par Inglehart dans un mouvement dialectique³⁴. Ainsi les pré-matérialistes furent niés par les matérialistes eux-mêmes niés par les post-matérialistes qui rejettent également la tradition pour renouer avec le désintérêt matériel des premiers. Ils sont à leur tour niés par des néomatérialistes, générations marquées par la fin des Trente Glorieuses, le chômage, la précarité, les délocalisations mais qui conjuguent le bon

33. SEILER D.L., « Comment classer les partis verts en Europe ? » in DELWIT P. et DEWAELE J.M., (dir.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1999.

34. SEILER D.L., *Comportement politique comparé*, Paris, Économica, 1985. À peine nous avançons *in illo tempore nous suspecto* que la faiblesse du post-matérialisme en Autriche, qu'Inglehart ne s'expliquait pas, était dû au caractère plus tardif du développement du pays suite à un long maintien d'une zone d'occupation soviétique dans ce pays. Hypothèse validée dix ans plus tard par l'émergence des verts autrichiens.

vieux matérialisme avec l'individualisme des « postmats » ne se mobilisant que pour des actions ponctuelles sur des enjeux qui les concernent individuellement et les poussent à sortir du repli sur la sphère privée qui les caractérise.

Cependant le marxisme sociologique de Lipset ne recourait que fort peu à la raison dialectique et il aborda, à son habitude, le phénomène post-matérialiste sous l'angle exclusif de la base sociale subsumant celui-ci. D'abord, il prit acte de l'existence de deux gauches d'une matérialiste, la gauche historique, l'autre post-matérialiste incarnée par les partis verts et par la nouvelle gauche « concernée par des enjeux non-économique ou sociétaux – *a clean environment ; a better culture ; equal status for women and minorities ; the quality of education ; more cooperative international relations ; greater democratization ; and a more permissive morality, particularly with regard to familial and sexual issues*³⁵ ». Ensuite, constatant le fait que ce genre de revendication constituent un luxe pour catégories sociales dénuées de soucis matériels et qui ignorent les conditions de vie des pauvres, Lipset souligne que les « deux gauches » « *are rooted in different classes. [...] The materialist left wants an ever-growing pie so that the less privileged can have more* »³⁶. Cette gauche matérialiste reflète les vues de la plupart des ouvriers et les vœux des plus pauvres, moins cosmopolites et moins éduqués, plus inquiets de leur avenir matériel, dont les valeurs sont plus traditionnelles. Par contre, la nouvelle gauche s'intéresse, a le loisir de s'intéresser à la qualité de la vie car elle s'enracine socialement dans des « *affluent segments of the well educated, students, academics, journalists, professionals, and civil servants* »³⁷. Enfin, Lipset pousse l'analyse encore plus loin en constatant que la forte implication des post-matérialistes tant dans l'écologisme et la lutte antinucléaire que dans le nationalisme de défense de la périphérie, exprime en réalité une révolte contre la modernité post-industrielle qui implique croissance économique, explosion technologique et homogénéisation culturelle. Par un apparent paradoxe – Lipset était intimement convaincu de ce que, en politique, les extrêmes se touchent – nos post-matérialistes rejoignent, à leur façon, la révolte contre la modernité, jusque-là apanage de la droite conservatrice.

La société post-industrielle

La conception que Lipset se faisait de la sociologie marxiste, une conception – on l'a vu – peu dialectique, le poussa à privilégier l'idée de société industrielle qui englobe l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon et qui continue

35. *Ibidem*, p. 470.

36. LIPSET S.M., *op. cit.*, 1962, p. 510.

37. *Ibidem*.

à connaître un processus perpétuel de modernisation. Celui-ci, et ce malgré son caractère asynchrone, transforme ces trois régions de la planète en sociétés post-industrielles.

Selon Lipset, une société est définie comme étant post-industrielle lorsque les paramètres technologiques du système industriel – « *increasing involvement of the labor force in the industrial productive apparatus, the growth of factories, large forms* » – déclinent voire disparaissent au profit des activités scientifiques, techniques ou de service³⁸. De même, la proportion et même le nombre, en valeur absolue, de travailleurs manuels décroît au profit des *white collars*. « *The class structure now resembles a diamond bridging at the middle much more than a pyramid* »³⁹. Les mutations survenues dans l'infrastructure – primat du savoir et de la formation – provoquent un changement dans la structure de classes, entraînant une révolution dans la superstructure idéologique d'une ampleur semblable à celle qui survint au XVIII^e siècle avec les Lumières⁴⁰. La nouvelle idéologie post-bourgeoise substitue à l'ancienne conscience traditionaliste une conscience libertaire et, partant, individualiste qui s'exprime dans les valeurs que Ron Inglehart décrit comme post-matérialistes. Ces dernières se traduisent par l'émergence des partis qui constituent la « nouvelle gauche » les Verts et Alternatifs.

Ces forces politiques ne manquent pas de présenter quelques ambiguïtés que Lipset souligne. D'une part, et si on définit classiquement la modernité par la croissance économique et la rationalisation des organisations, ces tendances sont clairement antimodernes, en ce qu'elles dénoncent la croissance, l'industrialisation, la concentration économique, l'urbanisation et prônent que « *small is better* ». D'autre part, l'idéologie post-bourgeoise constitue la plus importante offensive jamais menée contre les valeurs morales portées respectivement par le Protestantisme évangélique, le catholicisme traditionnel et le patriotisme ordinaire, entraînant ainsi un choc en retour venant de ces différents secteurs de la population.

Trois courants politiques émergent ainsi sur la scène partisane à la fin du siècle dernier mais seul le premier apparaît comme radicalement nouveau. D'abord la « nouvelle gauche », les partis Verts, la « *New Politics* » et autres alternatifs, tendance qui ressortissent en fait au libéralisme culturel ou à un individualisme libertaire. Elles traduisent politiquement l'idéologie post-bourgeoise des couches nouvelles éduquées, produit de la révolution technologique. Ensuite [the] « *most dramatic form of resistance to modernizing trends and post-industrial society has been the re-emergence of ethnic or linguistic nationalism in many countries* »⁴¹. Les parties de défense de la périphérie, loin de s'opposer

38. LIPSET S.M., op. cit., 1981, p. 467.

39. *Ibidem*, p. 468.

40. *Ibidem*.

41. LIPSET S.M., « The Revolt against Modernity », op. cit., 1981, p. 472.

à l'idéologie post-bourgeoise y puisèrent, bien au contraire, une vigueur nouvelle et bénéficièrent ainsi d'une véritable cure de jouvence : selon Inglehart en 1977 les post-matérialistes étaient surreprésentés tant chez leurs militants que dans leur électorat. Enfin, et là il s'agit d'une opposition à l'idéologie de la société industrielle, une révolte où se brandit l'étendard de la tradition et que Lipset qualifie de « *backlash* ». « *In America and Europe, extreme-right wings religious and populist movement have arisen to counter the new immorality and the decline of patriotism* »⁴².

Le « *backlash* », le choc en retour engendré par l'idéologie post-bourgeoise qui caractérise la société post-industrielle se traduit de façon différenciée selon qu'elle survient sur l'une ou l'autre des deux rives de l'Atlantique. D'une part, en Europe, elle se manifeste dans trois forces politiques différentes et, plus ou moins nouvelles : les partis religieux d'Europe du Nord, les partis exprimant le mécontentement des classes moyennes et le « populisme » également en Scandinavie mais aussi aux Pays-Bas et en Suisse ainsi que la « nouvelles droite » nationaliste. Lipset souligne ainsi, en premier lieu, que, demeurée étrangère à la démocratie chrétienne parce que protestante, l'Europe du Nord vit éclore dès les années 1970 des partis de défense religieuse – chrétiens populaires danois, Union démocrate chrétienne en Suède et Ligue chrétienne finlandaise – qui vinrent s'ajouter au Parti chrétien du Peuple en Norvège. Nous avons nous-même analysé ce phénomène dès 1980 et nos conclusions convergent. En second lieu, on assiste à une renaissance des partis populistes traduisant le malaise des campagnes – le Parti rural finnois – auquel Lipset assimile le Parti du Progrès au Danemark, formation « incivique » et antifiscale. En dernier lieu, l'auteur montre la proximité sociologique, voire idéologique, qui unit le fascisme d'Avant-guerre et les partis anti immigrés suisses comme l'Action nationale. Il constate par ailleurs que les premiers subsistent en Italie – le MSI-DN – et constituent une espèce de Phénix de la vie politique française, où, selon lui, le poujadisme et même le gaullisme perpétuent l'héritage des Croix de Feu des années 1930⁴³. Par ailleurs, il accorde une grande importance aux constructeurs idéologiques de Louis Pauwels, Alain de Benoist et de la Nouvelle Droite en général ainsi que des dénonciations du « déclin de la France » dans les années 1970. Ces dernières remarques justifieraient à elles seules qu'on relise Lipset aujourd'hui afin de relativiser, sinon de dissiper les brumes crépusculaires qui nimbent le discours de nos « déclinologues » contemporains. Elles valent aujourd'hui leur besant d'or...

42. Ibidem, p. 475.

43. Le MSI-DN a été transformé en parti conservateur nationaliste par le talent de Gianfranco Fini avec un grand succès électoral tout en demeurant imprégné de fascisme dans sa base militante. Il fusionne en 2008 avec *Forza Italia* de Berlusconi ; comme ce parti tient plus du club de supporters que de l'organisation militante, on peut se demander si l'aigle noir ne dévorera pas l'oiseau bleu...

De même et plus encore, les considérations de Lipset sur le « *backlash* » aux États-Unis revêtent aujourd'hui une pertinence et une ampleur plus grandes qu'à l'époque où elles furent écrites (1981). Elles seules montrent, dans un instantané saisissant, l'émergence d'une déferlante qui envahira le Parti républicain, fera perdre au Parti Démocrate une solide majorité qu'il détenait dans les deux chambres du Congrès depuis près de trente ans, rendra obsolète la « *Roosevelt Coalition* » et fera élire Georges W. Bush en 2004 : la *Christian Coalition* ou « Droite chrétienne ».

« *There can, of course* » écrit-il « *be no doubt that a host of evangelical ministers who broadcast regularly, together with organized 'pro-family' opponents of legalized abortion [...] have attempted to unite religious traditionalists in a political movement. [...] Une alliance souple entre fondamentalistes protestants qui, adhérant à une lecture littérale et décontextualisée de la Bible proclament l'inerrance de celle-ci, y compris en matière scientifique – ce sont des créationnistes – , avec des observateurs théologiques protestants classiques et même catholiques*⁴⁴. « *The political evangelicals are a part of a larger 'New Right' which has imitated the tactics developed by New Politico liberals in building a variety of single issue groups* »⁴⁵. [...] *Seemingly motivated by family, sexual morality and religious concerns, its followers may be more easily mobilized for action on specific issues falling under these categories than for the complete collection of more secularized domestic and foreign-policy programs which characterize the right-wing agenda. Many less affluent religious persons, particularly Catholics, who back single-issue groups concerned with abortion or homosexual rights, belong to trade unions and support welfare-state policies* »⁴⁶. Une caractéristique qui entrava la capacité du mouvement à adopter une stratégie mobilisatrice globale à laquelle s'ajoute, suivant Lipset, une infériorité numérique car seuls 25 % de l'électorat souscrit aux thèses défendues par la droite religieuse et s'identifie à elle. À l'époque où Lipset analyse, cet électorat potentiel demeure divisé et, par surcroît, reste fidèle à ses choix partisans traditionnels : 42 % sont démocrates et, à peine 27 %, républicains. N'oublions pas que le Président Carter était un baptiste « *born gain* » et, sans être associé au « Réveil », le Président Clinton et son vice-président Al Gore appartiennent également à l'Église baptiste. Cependant, Lipset constate, d'une part un investissement de la *Christian Right* en faveur de candidats républicains conservateurs et, surtout d'autre part, une redoutable capacité de nuisance : aux élections de 1980, ils firent battre quatre sénateurs démocrates libéraux et non des moindres dont Mc Govern candidat démocrate contre Nixon en 1972 et Franck Church qui restera dans l'histoire comme le président de la Commission sénatoriale qui mit un terme aux agissements contes-

44. LIPSET S.M., « The Revolt against Modernity », op. cit., 1981, p. 481-482.

45. Ibidem.

46. Ibidem, p. 483.

tables de la CIA. Une décennie plus tard, la droite chrétienne mobilisant utilement lors des primaires républicaines contrôlera le groupe républicain de la Chambre des représentants et, alliée aux néoconservateurs, fera élire en la personne de Georges W. Bush, un candidat selon son cœur.

Ainsi Lipset discerna au cœur des turbulences qui, à l'aube des années 1980, perturbèrent des systèmes partisans jusque-là assez stables, un mouvement de contre-mobilisation face aux effets politiques de la révolution post-industrielle. Un mouvement qui affecte aussi bien l'Europe que les États-Unis suivant les modes de médiation qui leur sont spécifiques. De ce côté de l'Atlantique, le *Backlash* s'incarne dans la multiplicité de clivages qui caractérise un Vieux Continent où la constellation des conflits s'inscrit dans le temps long. En revanche, aux USA, il se traduit dans autant de *Single issue groups* dont la stratégie consiste à peser efficacement sur le choix des candidats des deux partis lors des primaires. Il nous semble que le grand politiste américain a perçu l'importance de la « Droite chrétienne » de même que, dans tout l'Occident, celle de la contestation de la modernité. Elle lui paraît essentielle, inhérente à une révolution sans précédent, plus importante encore que la Révolution industrielle. Cependant, il avoue sa perplexité et s'étonne non de l'existence de la « contre révolution anti-modernité mais bien de ses faiblesses : « *What is most striking about the right-wing, backlash movements in Europe and the United States during the last decade is not the fact that they exist, but their weakness particularly when compared to the electoral and membership strength of comparable tendencies in the interwar generally or the immediate post-war era in the United States and France* »⁴⁷.

On s'étonnera, à notre tour, de l'étonnement de Lipset : se fondant sur des sondages, il évalue à environ 25 % des répondants les individus souscrivant aux thèses de la *Christian Right* et constate leur capacité de nuisance⁴⁸. Mais le chiffre est énorme lorsqu'on sait l'importance de l'abstentionnisme électoral aux USA, singulièrement lors des primaires et dès lors qu'une aussi importante minorité, active et déterminée, composée de « mobilisés cognitifs » au sens d'Inglehart, décide de mettre tous ses œufs dans le même panier, un parti républicain durement affaibli par le Watergate et antérieurement, la démission du Vice-Président Spiro Agnew – impliqué dans une affaire de corruption – il n'est pas surprenant qu'elle s'en empare. De l'élection de Newt Gingrich au perchoir de la Chambre des Représentants à celle de George W. Bush à la Présidence, en passant par le « Monicagate » et l'ouverture d'une procédure d'*impeachment* à l'encontre du Président Clinton, on peut relever autant de marques d'impact de la mobilisation de cette *Christian Coalition* qui ne cessa pourtant jamais de n'être qu'une minorité.

47. Ibidem, p. 491.

48. Ibidem, p. 484.

On s'étonnera avec amertume que Lipset disposait de toutes les pièces du puzzle : lui si bon connaisseur de la pensée marxiste, mais aussi des thèses soréliennes que goûtaient fort les fascistes, aurait pu jauger l'importance des minorités agissantes. Après tout que représentait Hitler en 1923 ? Un histrion, un agitateur surtout agité auquel aucun analyste sérieux n'aurait donné une chance d'arriver au pouvoir, une espèce d'équivalent d'Umberto Bossi en plus haineux. Pourtant, une décennie plus tard, il s'installait à la Chancellerie du *Reich*. Trop prudent, plus proche sur ce point d'un Franz Boas que d'un Karl Marx, Seymour Martin Lipset, tout *apolitical marxist* qu'il fût, était plus un empiriste, un remarquable observateur des faits ; répugnant à l'extrapolation, à l'aventure théoricienne, indifférent à l'histoire longue, il passa à côté de possibilités conclusives prédictives. Paradoxe donc qui se manifesta encore dans le fait que, bon connaisseur de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, il n'ait rien compris ni au Gaullisme – assimilé à une variante du fascisme –, ni à la Démocratie chrétienne – réduite au conservatisme – ni davantage au Catholicisme politique et culturel en général.

Et pourtant quel précieux filon que son concept de *Backlash* qui unit l'Entre-deux-guerres et la fin du XX^e siècle, qui rapproche la Grande Crise de 1929 d'une part et des « Trente piteuses », d'autre part. Ceci tant pour l'Europe que pour les États-Unis. Nous voudrions conclure en prolongeant ce concept de *Backlash* et celui des quatre clivages fondamentaux, analyser les formes qu'il revêt aujourd'hui et dont Lipset avait établi la cartographie.

Conclusion : repenser *Political Man*

S.M. Lipset mit, plus que d'autres politistes, en évidence la polysémie et, partant, l'ambiguïté du concept d'extrême – droite en proposant de le réserver aux nostalgiques de l'Ancien Régime, aux tenants du traditionalisme et de l'intégrisme catholique arc-boutés sur le Concile de Trente et le syllabus de Pie IX, en bref – et pour la France – à la droite légitimiste décrite par le regretté René Rémond⁴⁹. Par son nationalisme exclusif, son industrialisme dirigiste, son néopaganisme et son culte du chef, le fascisme relève d'un extrême-centre. Par contre, on ne peut réduire le centrisme à une dimension sociale, expression des catégories sociales intermédiaires. On ne peut pas davantage, à la manière de Duverger, en faire une espèce d'entre deux, un non lieu mais situé entre la droite et la gauche, cet « Éternel marais » qui depuis les temps lointains de la Convention n'ose choisir. Cette conclusion vaut pour les radicaux et libéraux britanniques et scandinaves ou pour le DDP sous la République de Weimar.

49. REMOND R., *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1981. Des *apostolicos* aux carlistes de l'Entre-deux-guerres, la droite légitimiste existe également en Espagne.

La grande majorité des partis qui, en Europe, se situent au centre de l'échiquier sont nés de clivages et autour d'enjeux extérieurs à l'opposition entre Possédants et travailleurs et qui, compte tenu du caractère principal de celle-ci, se retrouvent au centre, entre tenants du libéralisme économique d'un côté et sociaux-démocrates de l'autre : partis paysans, nationalistes et démocrates chrétiens sont dans ce cas.

Cependant, qu'il soit structuré par deux partis-institutions comme aux États-Unis ou, le plus souvent en Europe, par l'entrecroisement de plusieurs clivages, le paysage politique occidental est, depuis un quart de siècle, balayé par le ressac violent d'une vague contre-révolutionnaire sans précédent depuis 1815, la Restauration et la Sainte-Alliance. Il se traduit par une remise en cause des conquêtes sociales acquises par le mouvement ouvrier depuis – dans certains pays – la fin du XIX^e siècle et, pour la plupart des États européens, depuis la première moitié du XX^e siècle. Le modèle de l'État providence mis en place par la social-démocratie et ses alliés tantôt démocrates-chrétiens, tantôt agrariens est en voie de démantèlement complet. Alors que les dictatures fascistes – ce qui justifie leurs positions « d'extrême-centre » – et même, en Espagne, la dictature conservatrice – la véritable extrême-droite – de Franco avaient maintenu, voire développé, le système de protection sociale, la « révolution thatchérienne » – en fait une contre-révolution sociale, sans pareille au Royaume-Uni depuis les *Poor Laws* et l'abolition des *Corn Laws* a durablement ruiné l'édifice conçu par lord Beveridge, et réalisé par Atlee. On est bien loin des post-matérialistes étudiés par Inglehart ou de la « révolution technologique ». Comme lors de la Grande Crise de 1929, les plus riches et les plus forts l'ont emporté, écrasant le pauvre et le faible ; comme en 1929, ce sont les vieilles recettes du libéralisme classique qui furent mises en œuvre par les gouvernements ; et, comme en 1929, les penseurs de la social-démocratie et de la gauche de gouvernement se trouvèrent fort dépourvus lorsque survint la Crise du capitalisme dont, pourtant, ils n'avaient cessé d'annoncer la venue prochaine. En revanche, et contrairement à 1929, l'émergence d'un modèle alternatif à l'ultralibéralisme, se fait attendre alors que des gouvernements appliquèrent des solutions keynésiennes soit dès 1935-36, soit dans la décennie qui suivit le début de la crise. Qui plus est, non contente de pâtir d'une panne d'idées, la social-démocratie au pouvoir a même accompagné le mouvement de dérégulation, en prenant parfois l'initiative : pensons à la politique menée par les ministres en charge de l'économie comme Miguel Boyer en Espagne, Kjell-Otto Feldt et Göran Persson en Suède dans les années 1980 ou, au début de ce siècle, les mesures appliquées – les plans Harz – par la coalition rouge-verte du Chancelier Schröder. On se trouve en présence du symétrique incarné par les gouvernements *Tories* des années 1950 et, singulièrement, du conservatisme réellement compatissant au sort des démunis qui fut celui d'un Butler ou des politiques keynésiennes pratiquées par Réginald Maudling.

Dans la première édition de *Political Man*, S.M. Lipset avait analysé l'acceptation de l'État protecteur par les partis conservateurs, en l'occurrence par le britannique ; aujourd'hui c'est le *Labour* qui s'est rallié à un libéralisme à peine social ou le SAP suédois qui pratique le social-libéralisme. Les deux révolutions industrielles créèrent en définitive bien plus d'emplois qu'elles n'en supprimèrent, la révolution technologique en détruit plus qu'elle n'en crée et même des emplois à forte valeur ajoutée, reposant sur une main-d'œuvre hautement qualifiée tandis qu'elle multiplie, dans les services, des emplois précaires, sous-payés ou, lorsque subsiste un certain niveau de protections sociales – à temps partiel. Mais Lipset ne commit-il pas une erreur de perspective lorsqu'il distinguait la révolution technologique de la révolution industrielle ? L'erreur est d'ailleurs imputable à Stern Rokkan lorsque ce dernier, établissant son modèle des quatre clivages hypostasait en quelque sorte la révolution industrielle. En fait, il faut se tourner vers un auteur de la génération qui précéda celle de Lipset et Rokkan, vers Karl Polanyi afin de disposer d'un dispositif capable d'éclairer le phénomène obscur⁵⁰. La révolution industrielle constitue un moment, essentiel certes, mais un moment quand même, qui participe d'un processus d'une ampleur bien plus considérable : la construction d'une économie de marché, un marché dont l'action régulatrice embrassera des secteurs de plus en plus nombreux de la société globale, jusqu'à devenir une société de marché. Cela étant, on constate que les mutations énormes qui transformèrent la base matérielle au sens de Marx n'ont pas affecté, pour considérables qu'elles fussent, les positions entre classes dominantes et dominées : les capitalistes détiennent toujours le pouvoir économique et le capitalisme paraît plus fort que jamais.

Révolution agraire – marquée en Angleterre par les *enclosures* –, Révolution industrielles avec ses différentes phases représentant donc autant de moments historiques dans le processus de construction puis de développement de l'économie de marché. Un processus dont l'agent fut et reste la bourgeoisie capitaliste, elle fait toujours face au prolétariat mais les termes de leurs rapports ont changé. La précédente grande crise – celle des années 1930 – que suivirent la seconde guerre mondiale et la montée en puissance de l'URSS ainsi que l'épisode de la Reconstruction et du Plan Marshall, avait établi un rapport de forces favorable au prolétariat. Ainsi, sans devoir vivre les affres et les conséquences souvent terribles d'une révolution, l'Europe occidentale vit s'instaurer le *Welfare State*, élément central d'un consensus interclassiste, aux côtés d'un système de redistribution par l'impôt, d'un dialogue social souvent institutionnalisé, en définitive l'établissement d'un vrai partenariat entre Capital et Travail, parfois tendu, une espèce de *Betriebsrat* qui gérait l'Europe communautaire et les États qui la composaient. Ce compromis souvent préparé par des réflexions nées au sein de la Résistance – le

50. POLANYI K., *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

CNR en France ou les gouvernements réfugiés à Londres pour le Bénélux –, fut imposé par la social-démocratie bien sûr mais aussi par les partis de centre dont Lipset, contrairement à Duverger, découvrit l'existence, c'est-à-dire les formations politiques médiatisant la volonté politique des classes moyennes et la démocratie-chrétienne dont le grand politiste américain ne comprit jamais la spécificité. Car en effet pour cette dernière, le dialogue entre les classes sociales constituait l'enjeu même de sa survie et, partant, une valeur doctrinale : une vision du consensus social qu'elle n'éprouva aucun mal à faire partager à son partenaire socialiste dont l'ambition révolutionnaire s'était, avec le temps, émoussé au point-de-devenir votive, d'autant que le premier coup de Prague avait de quoi tempérer ses restes d'ardeur. Véritable pont entre forces de gauche et de droite, les démocrates-chrétiens, la peur du communisme aidant, poussèrent la droite classique, souvent compromise avec le fascisme, à accepter, même en maugréant, de souscrire au compromis.

Le résultat fut les Trente Glorieuses, années de prospérité et de plein emploi, années fastes pour la gauche qui vit libéraux et conservateurs se proclamer partisans d'une société social-démocrate – Trudeau au Canada, Chaban-Delmas en France – tandis que la gauche se prenait à rêver de pouvoir socio-économique, d'instaurer l'autogestion ou le contrôle ouvrier sur les entreprises et de nationaliser à tout crin. En usant de concepts gramsciens on peut avancer l'idée que la gauche, définie au sens de Lipset, était devenue hégémonique.

Après deux chocs pétroliers, les « Trente Glorieuses » prirent fin ouvrant la période des « trente piteuses » où les recettes keynésiennes se révélant désormais inopérantes, les gouvernements en revinrent, sous couvert de monétarisme friedmanien, à des politiques économiques semblables à celles dont Karl Polanyi avait démontré l'inefficacité dans les années qui avaient suivi la crise de 1929. Aux États-Unis, qui ne constituèrent jamais un État providence dans l'acception européenne du terme, les deux mandats présidentiels de Ronald Reagan consummaient la victoire des Chicago Boys et de l'ultra-libéralisme. En Europe, par contre, le retour aux recettes du libéralisme économique classique obéit à un enchaînement de facteurs plus complexes parti du Royaume-Uni et dont une réaction politique fut le vecteur. À l'origine de celle-ci, on peut identifier le *Monday Club*, la droite extrême du Parti conservateur animée et surtout inspirée par Sir Keith Joseph qui entendait rompre avec le centrisme relatif de la ligne du parti. Comme chacun le sait, cette véritable contre-révolution – retour à l'État-gendarme, démantèlement des services publics, désindustrialisation, affaiblissement du service national de santé, etc. – fut mené à bien par Margaret Thatcher. Dirigée en majorité par des gouvernements de droite et de centre-droit, l'Europe continentale se révéla incapable d'opposer une résistance susceptible de contenir durablement la vague monétariste venue d'Outre-Atlantique et d'Outre-Manche. Ainsi, la résolution et la détermination des conservateurs triomphèrent des

vellités de la droite et du centre continentaux ainsi que de l'absence d'alternative crédible de la part de la gauche. On peut s'étonner de ce que la gauche du *Labour* – dont Tony Blair fut longtemps le leader –, le PS ou les communistes qui jouaient les Cassandres, annonçant, au temps de la prospérité et du plein-emploi, que la crise était inhérente au capitalisme lui-même se trouvèrent totalement dépourvus lorsque survint enfin la catastrophe qu'ils avaient prévue sinon espérée !

On peut avancer, à la décharge de la gauche européenne et des autres partisans de l'État social, la rupture brutale de l'équilibre qui s'était installé entre le capital d'une part et le travail de l'autre. En effet, l'irruption du monétarisme en Europe continental résultait de la coïncidence entre l'application de l'Acte unique instaurant le « Grand Marché », l'implosion de l'Empire soviétique et, partant, la disparition de la menace communiste ainsi que du consensus social qu'elle imposait, et l'*Uruguay Round*, acte fondateur de la *Global Economy*. On peut encore ajouter le processus de réformes que Teng Hsiao Ping introduisit en Chine et les élargissements successifs de l'UE que la fin du siècle vit passer de douze à quinze et, en moins d'une décennie à vingt-cinq puis vingt-sept, s'ouvrant à des pays dotés d'une main d'œuvre de moins en moins chère.

À l'aube des années 1980, nous pouvions écrire, non sans quelque naïveté que « la société libérale ne peut survivre sans ouvriers mais elle apprend déjà à se passer de paysans »⁵¹. De fait, elle a réduit ces derniers à la portion congrue au profit d'entrepreneurs agricoles volontiers pollueurs, prisonniers de l'industrie agro-alimentaire et des semenciers. Mais elle apprend désormais à se passer également d'ouvriers, c'est-à-dire que, ne répugnant plus à la casse industrielle, le capital soucieux de rentabilité immédiate délocalise ses usines vers les pays à main d'œuvre à bas prix. En 2007, le slogan du candidat de « droite » aux présidentielles était : « travailler plus pour gagner plus ». Une formule aimablement utopique aussi irréaliste que le « changer la vie » du PS issu de la refondation d'Épinay... En effet, l'équation correcte serait : travailler plus pour gagner beaucoup moins ! Comment sinon concurrencer la Chine et l'Inde dont la main-d'œuvre est non seulement moins chère mais encore qualifiée ? Jamais, depuis le XIX^e siècle, le rapport de force ne fut aussi favorable au capital : en 1845, le patron pouvait imposer une baisse de salaires sous la menace de licencier les récalcitrants grâce aux chômeurs prêts à travailler pour ne pas mourir de faim ; aujourd'hui un capital, de plus en plus anonyme, se contente d'abolir la protection sociale en déplaçant ses activités vers des cieux plus libéraux. Jadis, le mouvement ouvrier affirmait, à la suite du Manifeste, que les prolétaires n'ont pas de patrie et refusait l'actionnariat ouvrier proposé par les démocrates chrétiens au nom de la lutte anticapita-

51. SEILER D.L., *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980, p. 124.

liste. Aujourd'hui, les prolétaires ont découvert qu'ils avaient bel et bien une patrie et qu'ils aimaient leurs entreprises, leurs métiers et leurs corons. L'État, fer de lance des réformes sociales, découvre son impuissance face au Marché souverain et n'est plus le niveau pertinent où pourrait s'exercer des politiques opposées à la contre-réforme économique et sociale ; quant aux espaces intégrés plus pertinents tels l'UE, ils ne disposent ni de moyens institutionnels ni de la volonté politique et sont en passe de devenir à leur tour, obsolètes. La marge de manœuvre d'un gouvernement s'est, à l'instar de *La Peau de Chagrin* de Balzac, réduite à la portion congrue et le choix démocratique des citoyens s'est restreint d'autant. Face au souverain Marché que pèse encore le peuple souverain ?

Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que la pensée libérale qui inspire la contre-réforme économique soit hégémonique : son règne s'est substitué à l'hégémonie réformiste des *Golden Sixties*. Que peut réaliser la social-démocratie sinon l'humanisation de la précarité en assurant la sécurisation des parcours individuels, d'un emploi à l'autre en passant par des temps de formation : solution coûteuse dont rien ne dit qu'elle ne deviendra pas trop lourde pour un État affaibli. Pour le reste, la gauche, gagnée au post-matérialisme – sur ce point Lipset avait vu juste – utilitariste a enfourché le cheval de bataille des « Questions de société » tout en pratiquant – tels Tony Blair ou Zapatero – une politique libérale : le progressisme social a cédé le pas au « bougisme » culturel, le libéralisme culturel sert de cache-misère à l'impuissance socio-économique... C'est que le capital n'est pas seulement dominant – au sens de Gramsci – mais exerce également son hégémonie y compris sur les secteurs intellectuels dits de gauche. L'exemple le plus parlant nous est donnée par le mot « réforme » qui désigne désormais tantôt des politiques de retour en arrière à la situation d'avant « La grande transformation » des années 1930 et de l'Après-guerre, tantôt une version douce du même processus réactionnaire mais encadré d'un relatif accompagnement social.

Dans un tel contexte de mondialisation, marqué par un rapport de forces qui penche fortement en faveur du capital international économiquement et instaure l'hégémonie culturelle et politique de ce dernier dans les sociétés occidentales, que deviennent les extrémismes politiques si finement analysés par Lipset ? Outre le fait que le mot « populisme » souffre de plus en plus du *conceptual stretching* et sert à désigner tout et n'importe quoi. À peine, peut-on discerner un usage où il sert, d'une part, à stigmatiser l'ensemble disparate des forces qui en Amérique latine et en Europe récusent le réalisme marchand et l'inéfragabilité de la mondialisation libérale et, d'autre part, à euphémiser les résurgences d'un fascisme qui a intégré l'échec du nazisme et l'horreur absolue de la *shoah* et que le discours politique – fût-il savant – répugne à désigner explicitement comme tel. Par exemple le FN, bridé par la législation et, en Autriche par Jörg Haider avec son BZÖ et le FPÖ orthodoxe de Chris-

tian Stracher⁵². Quant aux extrémismes spécifiques étudiés dans *Political Man*, on constate d'abord que l'extrême droite classique, pré-industrielle et attachée à la tradition, récusant la démocratie au profit théoriquement d'une conception aristocratique et organiciste de l'ordre social et pratiquement de l'autoritarisme, a sombré corps et bien avec l'*Estado Novo* portugais et avec le franquisme. Son héritage intellectuel fortement tempéré par l'adhésion à la démocratie politique, s'incarne aujourd'hui dans des partis marginaux comme le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers ou, en Pologne par la Ligue des familles polonaises. Cependant, ces formations s'inscrivent dans le courant antilibéral, antimondialisation et souverainiste. Ces dernières ne partagent donc que fort peu de positions communes actuelles avec la « droite », de nos jours capitaliste et favorable à la mondialisation. La véritable extrême-droite d'aujourd'hui s'exprime à travers un courant idéologique, le néo-conservatisme présent chez les républicains américains et dans les rangs des *Tories*, partisan d'une politique de force visant à défendre la suprématie occidentale et à éroder la sphère démocratique au profit du marché mondial qu'encadreraient des régulations technocratiques souples comme les G7 et G8 par exemple. On peut relever ensuite un affaiblissement parallèle de l'extrême-gauche classique porteuse de l'intégrisme marxiste-léniniste : seule Lutte ouvrière en France représente encore le communisme intégral qui refuse la Démocratie occidentale, des courants au demeurant très minoritaires, subsistent au sein de *Rifondazione Comunista* en Italie ou du Bloc de gauche au Portugal. Le reliquat de ce que l'on désigne communément par extrême-gauche, accepte la démocratie classique pour concentrer son énergie dans la lutte anticapitaliste et altermondialiste. Telle est l'orientation des partis mentionnés ci-dessus, auxquels il faut ajouter les partis communistes qui survivent encore en Europe occidentale, la gauche socialiste nordique, la LCR en France et, plus modérée, *Die Linke* en Allemagne. Héritiers du communisme qui plonge ses racines dans la « conspiration des égaux » avec Baboeuf en France et Buonarotti en Italie, plus Blanqui et les *Carbonari*, d'une part et, de l'autre, nébuleuse altermondialiste se rejoignent pour former un courant politique qu'il vaut mieux qualifier de gauche-extrême ou d'ultra-gauche, réservant ainsi le vocable d'extrême-gauche au stalinisme et autres national-communismes post-staliniens et anti-démocratiques.

Reste enfin cet extrême-centre qui nous paraît constituer l'une des principales trouvailles conceptuelles et typologiques de Seymour Martin Lipset. Si l'observateur consent, comme nous le faisons, à le considérer, non comme un « entre-deux » mais sous les dehors d'un « ni droite, ni gauche » ou, plus

52. Parce qu'il rassemble des héritiers du nazisme comme le FPÖ et des post-fascistes du type FN avec des démocrates, fussent-ils xénophobes, comme la *Legia* ou les ultranationalistes danois ou norvégiens et la « liste Pim Fortuyn », le livre de M.G. Betz (BETZ M.G., *op. cit.*, 2004) constitue une contribution à l'euphémisation de courants politiques au passé – voire au présent – antidémocratique.

exactement, comme une catégorie comprenant les extrêmes situés sur les trois autres clivages du paradigme de Lipset et Rokkan, on constatera qu'il se porte bien. D'abord dans l'axe du clivage Centre/Périphérie l'ultranationalisme centraliste identitaire, regroupant les résurgences plus ou moins assagies des fascismes de l'Entre-deux-guerres avec les xénophobes du FN, passé fasciste du Danemark, de Norvège et des Pays-Bas ne cesse d'étendre son influence. La menace d'homogénéisation que fait peser la mondialisation sur l'identité nationale et que viennent renforcer l'immigration massive et la peur de l'Islam nourrit leurs succès. Un succès que partagent leurs adversaires historiques, tenants du nationalisme radical de la périphérie, lié à des groupes armés IRA ou ETA ou nébuleuse issue du FNLC en Corse. Par ailleurs – et Lipset l'avait bien compris – l'incapacité de la social-démocratie libéralisée de répondre défis de la mondialisation favorise le nationalisme chez les ouvriers

Ensuite, dans l'axe du clivage Urbain/Rural, l'extrémisme populiste des paysans, généralement élargi aux classes moyennes indépendantes connaît un regain limité à la Pologne avec *samobroona* du démagogue Andrzej Lepper qui passe par des hauts et des bas et surtout, en Suisse avec l'UDC reprises en mains par un autre démagogue Christoph Blocher. En revanche, le « populisme réel » survit affaibli en Finlande mais a disparu depuis vingt ans des scènes politiques belges et néerlandaises avec les défunts UDRT et *Boerenpartij* pour ne pas évoquer le poujadisme et, plus ancien encore, le *qualunquismo*. Enfin, le clivage Église/État ne nourrit plus d'extrémisme identifiable au sein des systèmes de partis. Il est vrai que l'intégrisme catholique, celui des tenants du schisme lefébriste et des nostalgiques de la messe tridentine, s'est depuis toujours inséré au sein de l'extrême droite monarchiste dont il constitue le dernier carré. À l'intérieur du FN, ils forment le courant minoritaire des « tradis » auquel Jean-Marie Le Pen octroie la célébration d'une messe selon le rite désuet de Pie V, lors des grandes manifestations frontistes. Le LPR en Pologne et l'extrême-droite hongroise, toutes deux nationales-catholiques, s'apparentent à cette mouvance.

En définitive, la réappréciation des concepts mis en avant par Lipset lors de sa mise à jour de *Political Man* nous amène à deux conclusions au demeurant très provisoires. D'une part, le *Backlash* fait recette, de l'autre, les extrêmes peuvent être difficilement considérées comme intangibles et là Duverger a raison contre Lipset.

Contrairement à ce qu'on pouvait observer à la fin du XX^e siècle, le *Backlash* ne s'oppose pas aux valeurs post-matérialistes qui se sont totalement diluées dans une synthèse intégrant utilitarisme, individualisme et hédonisme laquelle participe totalement du libéralisme mondialisé hégémonique. Le post-matérialisme, qui plaît au prolétariat intellectuel embourgeoisé, ne représente plus que l'alibi résiduaire qui justifie l'inactivité de la social-démocratie

dans son domaine spécifique : la promotion et la défense des intérêts des salariés et en particulier des ouvriers, des pauvres et des précaires. Un intérêt occulté par l'idéologie néo-bourgeoise hégémonique à gauche. Manifestement, les partis issus du mouvement ouvrier se sont révélés tout-à-fait incapables de comprendre la contradiction apparue au sein du système de valeurs inspirant les sociétés occidentales.

Une contradiction dont Lipset ne perçut point la portée mais que le sociologue Henri Weber, alors marxiste et théoricien de la LCR, décrypta parfaitement : celle-ci confronte « les valeurs traditionnelles, héritées de la période de pénurie, voire de la phase d'accumulation primitive du capital (morale puritaine du renoncement et de la mortification ; culte du labeur, de la frugalité de l'épargne ; répression de la jouissance, etc.) et les valeurs nouvelles sous-tendues par la production de grande série et son modèle de consommation : valorisation de la jouissance sous toutes ses formes (le bonheur par la consommation maximum), dévalorisation de l'effort (laissé aux immigrés, ces sous-hommes) »⁵³. Ce constat lucide fut établi au moment où l'engouement pour les thèses post-matérialistes et la *New Politics* affectait la science politique. Il est clair que la contradiction relevée par Henri Weber ne fut jamais exploitée par la social-démocratie qui se rangea, le plus souvent, dans le camp valorisant les valeurs de la production en grande série, favorisant ainsi la dynamique du capitalisme mondialisé. Ironie de l'Histoire, en 2007, ce fut le candidat le plus lié à la *Jet Set* que la France ait connu jusqu'à ce jour qui l'emporta lors des présidentielles, grâce surtout à un discours centré sur la réhabilitation de la valeur travail !

Quid alors du *Backlash*, cher à Lipset ? Soit on se situe *in illo tempore non suspecto* dans la perspective historique de l'auteur et force est de constater qu'il identifia le phénomène mais se méprit totalement quant aux acteurs. Le *Backlash* correspond alors à la seule contre-révolution à avoir jamais atteint ses objectifs. Soit au contraire on se situe *hic et nunc* dans la succession historique des rapports de forces entre capital et travail. Le *Backlash* correspond au contraire au mouvement de réaction ou, si l'on préfère un terme plus noble, de résistance contre la mondialisation libérale. Un *Backlash* protéiforme comme celui que décrivait Lipset car comprenant des forces diverses que le sens commun qualifie volontiers d'extrême-gauche, d'extrême-droite ou de populisme et, depuis l'échec de la Conférence de Seattle, d'altermondialisme. L'erreur de Lipset est qu'il se soit départi de ses considérants socio-économiques pour se laisser séduire par la thématique de la société post-industrielle ou les thèmes, beaucoup plus superficiels du post-matérialisme.

53. WEBER H., *Marxisme et conscience de classe*, Paris, UGE, p. 367. Élargie à l'État protecteur comme garant de la sécurité sociale comme de la sécurité tout court et l'identité nationale en se reportant à l'analyse tonique de Marcel Gauchet. Cfr. GAUCHET M., « Les mauvaises surprises d'une oubliée : la lutte des classes », *Le débat*, n°60, mai-août 1990, repris in *op. cit.*, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

La seconde erreur de Lipset fut d'avoir, par essentialisme, lié les partis extrémistes à une catégorie taxinomique immuable. Ainsi, se méprend-il quant à la nature du Gaullisme que, négligeant son rôle dans la Résistance, il classe à l'extrême-droite ; un jugement qu'il ne révisera pas nonobstant l'action modernisatrice qu'il lui reconnaît dans la seconde édition de *Political Man* : modernisateurs ou pas, les Gaullistes demeurent, à ses yeux, une version autoritaire des *Tories*. Il est vrai qu'au moment où Lipset rédige son ouvrage révisé, il conserve l'image des conservateurs sociaux et ouverts que dirigea Sir Harold Macmillan. L'erreur ici fut de confondre, dans le traitement du phénomène extrémiste, la radicalité des fins, d'une part, avec la radicalité des moyens de l'autre, même si les deux vont parfois de pair.

Souvent la connaissance de sens commun, qu'exprime le discours des hommes politiques et des médias, entend par extrême-gauche le parti qui, *hic et nunc*, occupe la position la plus à gauche du spectre politique. On constate que la distinction entre extrême-droite et droite extrême est plus volontiers acceptée, héritage probable du trouble causé dans les esprits par les dictatures fascistes et nazies de l'Avant-guerre. Du point de vue sémantique, l'extrême-gauche se tire mieux d'affaires quant à l'opprobre totalitaire qui englobe également les expériences staliniennes et marxistes. Dans la perspective définie par *Political Man* (voir *supra*), le spectre politique est double, opposant les démocrates – de gauche, de droite et du centre – aux adversaires dictatoriaux de la démocratie, eux-mêmes, de gauche, de droite et du centre. Dans la conception qui est celle de S.M. Lipset, extrême-gauche, extrême-droite et extrême-centre correspondent à la catégorie des forces politiques qui combattent la démocratie afin de lui substituer un autre régime considéré comme meilleur, plus efficace ou plus juste. Pour ce faire, tous les moyens, légaux ou illégaux, sont bons : toutes les occasions bonnes à saisir : la fin justifie les moyens et le volontarisme est absolu. Le problème inhérent à ce type de catégorisation, et le reproche peut-être fait également à l'encontre de Raymond Aron pour son concept de parti monopoliste, reste d'intenter un procès d'intention aux formations politiques concernées. En fait, on ne connaît leur nature qu'après la conquête du pouvoir. Encore que la thèse de Aron et de Lipset était autrefois soutenable, lorsque fascistes ou nazis ne dissimulaient pas leurs noirs desseins et les PC proclamaient *urbi et orbi* leur résolution de faire la révolution et d'imposer le modèle soviétique de dictature de prolétariat soit par les urnes, soit par l'action des masses. Les choses s'avèrent moins simples aujourd'hui : si, comme il convient, le politiste écarte méthodologiquement les « partis » qui relèvent de l'univers groupusculaire pour ne retenir que les forces politiques capables d'élire des mandataires publics que ce soit au niveau local, régional, national ou européen. Mesurée à cette aune que devient l'extrême-gauche ? Elle se réduit à la Lutte ouvrière, si l'observateur se contente de ne considérer que les intentions et le caractère sectaire affectant cette organisation. En revanche, l'autre formation

française issue du trotskysme, la LCR n'entre pas dans cette catégorie, ni aucun des PC qui subsistent (KSCM, PCDI, PCF, IU) en Europe occidentale, ni davantage le SF danois, le SV norvégien et bien sûr *Die Linke*. De même aucune des formations que la *doxa* désigne sous le nom d'extrême-droite ne se qualifie pour ce titre malgré leur caractère peu sympathique. Seule, dans le genre extrême-centre, le MLNV – mouvement de libération nationale basque – c'est-à-dire l'ETA, les multiples organisations qui lui sont liées et les partis qui l'exprimèrent après l'interdiction de *Batasuna*, correspond à la définition lipsetienne.

Un constat insuffisant à notre sens. C'est pourquoi nous proposâmes que, dans l'esprit de la définition des partis comme « agents du conflit et instruments de son intégration », cette dernière soit déclinée selon deux axes bien distincts⁵⁴. D'une part, un axe des fins ou de l'idéologie, un axe des moyens de l'autre. Nous avons appliqué cette démarche au cas des partis autonomistes proposant un tableau à deux entrées qui fut jugé assez crédible que pour retenir l'attention de la plupart des spécialistes qu'intéresse ce type de parti. Contrairement à l'axe des fins, contingent car lié à une catégorie spécifique de partis, l'axe mesurant la radicalité des moyens peut apparaître *ne varietur*. On proposait une échelle ordinale comprenant trois niveaux d'intensité : les partis hors système – au sens de Sartori –, les partis tribunitiens – au sens de Lavau – acceptant les règles du jeu électoral mais se gardant bien de participer à un pouvoir autre que local et, enfin, les partis de gouvernement qui expriment leur désir de participer à l'exercice du pouvoir et que les autres partis de gouvernement considèrent comme *koalitionsfähig*⁵⁵. On peut, de la même manière, construire un axe visant à mesurer la radicalité des fins ou du projet politique des partis qui puisse concerner tous les clivages en distinguant : les révolutionnaires (ceux qui entendent substituer rapidement un ordre donné à un autre, qu'il soit national – indépendantiste – socio-économique ou culturel) qui inclut les contre-révolutionnaires, les réformistes et les gestionnaires. Cette grille se compose de catégories non élastiques qui s'appliquent à des positions politiques contingentes : le PCF fut ainsi hors système à ses débuts puis tribunitien et, depuis 1981, gouvernemental. *Die Linke* est tribunitienne au niveau fédéral mais gouvernementale dans le *Land* de Berlin et les exemples abondent surtout lorsqu'on envisage le temps long : Duverger l'avait partiellement compris en proposant le concept de sinistrisme.

Dès lors, seuls les partis révolutionnaires ou contre-révolutionnaires adoptant une stratégie « hors système » peuvent être considérés comme d'extrême-gauche, d'extrême-droite ou d'extrême-centre. Cette catégorisation correspond

54. SEILER D.L., *Les partis autonomistes*, Paris, PUF, 1994, pp. 25-26.

55. Le concept du parti tribunitien fut proposé par Georges Lavau pour le PCF d'avant l'élection de François Mitterrand. Jusqu'à présent, les faits lui ont donné raison : dès lors qu'il participa à des gouvernements (Mauroy, Jospin) son électorat s'est effondré. Pour le concept, cfr. LAVAU, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.

à la conception définie par Lipset dans *Political Man* mais en la précisant. Quant aux autres formations révolutionnaires ou contre-révolutionnaires s'inscrivant dans le système (tribunitiennes ou gouvernementales), les comparatistes gagneraient en capacité analytique à les distinguer du nom d'*ultra* : ultra-gauche, ultra-libéraux, ultra-conservateurs, ultra-nationalistes, etc.

Quant au vocable de populisme, étirée au point de représenter une espèce de non-concept fourre-tout, sorte de chapeau de magicien dont les chercheurs, en mal d'imagination sociologique, tirent le lapin savant qui palliera leur déficience. On se garde bien d'y recourir sauf pour désigner la famille historique des partis paysans qui existe aux États-Unis et dans l'Est de l'Europe : les *Narodniki* en Russie tsariste ou les petits propriétaires dans la Hongrie d'avant 1949, par exemple.

La catégorisation des forces politiques représente une tâche des plus ardues. Les apports conceptuels de Lipset discutés ici – extrémisme ou *Backlash* –, intégrés dans une lecture « apolitique » – mieux vaudrait dire non engagée – du marxisme peuvent se révéler d'un usage très fructueux pour la politique comparée car ils permettent d'appréhender nombre de dynamiques sociopolitiques. Toutefois, trois conditions doivent être satisfaites. D'abord, il importe de dépouiller le marxisme de tous les oripeaux téléologiques dont l'optimisme scientifique de Marx et d'Engels affubla leur théorie. Ainsi, la contradiction fondamentale entre capital et travail, qui sous-tend le capitalisme, n'est pas nécessairement surpassée dans une synthèse instaurant la victoire définitive des travailleurs. Au contraire, elle se développe historiquement, au gré des transformations de la base techno-scientifique mais aussi des aléas politiques, du jeu des acteurs et des effets de composition qu'ils engendrent, dans des synthèses qui correspondent à des équilibres précaires entre les forces politiques vouées à la défense du capital d'une part et de l'autre, celles du travail. Aujourd'hui, le rapport des forces penche fortement en faveur du Capital et l'État social a cédé la place à un État qui nationalise les pertes, privatise les gains et tente d'assumer les coûts sociaux. Cependant, rien ne permet de conclure à une évolution définitive en ce sens mais, comme l'écrivait François Borella, « le code du modèle demeure inconnu. S'il était connu, y aurait-il encore de la politique ? »⁵⁶. Ensuite, l'application des concepts de *Backlash* mais également ceux d'extrême-gauche et d'extrême-droite comme celui, très novateur, d'extrême-centre doit s'effectuer avec le recul historique du temps long. Enfin, il est impératif « qu'il s'affranchisse de ces fausses évidences qui dominent l'esprit du vulgaire ; qu'il secoue, une fois pour toute, le joug de ces catégories empiriques qu'une longue accoutumance finit souvent par rendre tyranniques ? »⁵⁷

56. BORELLA F., *Critique du savoir politique*, Paris, PUF, 1990.

57. DURKHEIM E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF/Quadrages, 1981, p. 32.